



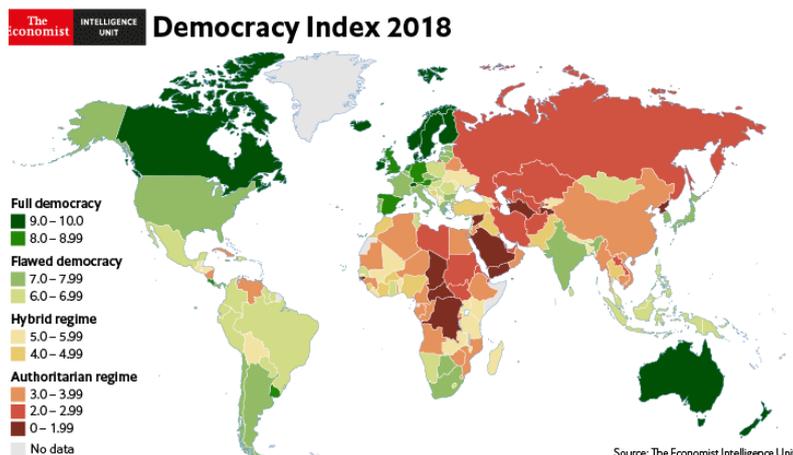
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 168 du 18 janvier 2019

Pays Nordiques

Démocratie. Selon le dernier classement de The Economist, les pays nordiques sont les plus démocratiques : la Norvège arrive première suivie par l'Islande et la Suède, le Danemark se classe 5^{ème} et la Finlande 8^{ème}. L'indicateur démocratique se fonde sur 5 critères : le processus et le pluralisme électoral, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique et la culture politique. Ces critères permettent d'attribuer aux pays une note de 0 à 10 (0 correspondant à un régime entièrement autoritaire et 10 à une démocratie parfaite) puis de les répartir en quatre catégories : démocratie complète, démocratie imparfaite, régime hybride et régime autoritaire.



Danemark

OCDE. Le rapport économique de l'OCDE sur le Danemark a été publié le 15 janvier dernier. Modèle pour ses réformes économiques et ses indicateurs de bien-être, le Danemark maintient une croissance modeste mais stable, tirée par la consommation privée (bonne tenue du marché du travail et augmentation des salaires) et par les investissements. Le « pays du bonheur » serait cependant affecté par une croissance potentielle faible (malgré l'augmentation progressive de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans d'ici 2022) et exposé à des risques non négligeables sur le plan interne (endettement des ménages le plus élevé des pays de l'OCDE) comme externe (exposition au Brexit et surtout aux tensions commerciales internationales du fait de son ouverture). Parmi ses 14 recommandations, l'OCDE préconise la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les transports et le secteur agricole. Enfin, suite au scandale Danske Bank, l'OCDE conseille de renforcer les règles anti-blanchiment, jugées insuffisantes.

Retraites. Les Danois prendraient leur retraite de plus en plus tard, d'après le quotidien *Jyllands-Posten*. De fait, l'âge moyen de départ à la retraite a progressé de près de 3 ans entre 2010 et 2018, passant de 62,5 ans à 65,2 ans. Ce recul est encore plus marqué pour les travailleurs hautement qualifiés, qui partiraient en moyenne à 66,9 ans. Au contraire, les non-qualifiés auraient un âge moyen de départ à la retraite de 64,7 ans. Ces écarts viendraient des différences de durée de vie : les travailleurs hautement qualifiés vivent en moyenne 6,6 ans de plus que les non-qualifiés. Cette tendance devrait s'accroître, puisque l'âge légal de départ à la retraite sera progressivement repoussé de 65 à 67 ans d'ici 2022 (65,5 ans depuis le 1^{er} janvier 2019), afin de le corréliser à l'allongement de l'espérance de vie, et ce bien qu'un sondage de *Norstat* commandé par *Jyllands-Posten* montre que 60% des Danois y seraient opposés.

Pression fiscale. D'après le quotidien financier *Børsen* (reprenant l'étude récente « Paying taxes 2019 » réalisée par PWC et la Banque mondiale), le Danemark est un pays où la pression fiscale sur les entreprises est parmi les plus élevées d'Europe. En effet, il se trouve en 26^{ème} position sur 32 pays avec une pression fiscale représentant en moyenne 17,1% du chiffre d'affaires des entreprises, soit 0,3 point de moins que le Royaume Uni et 4,3 points de plus que la Suède. Pourtant, l'OCDE place le Danemark dans la moitié des pays européens imposant le moins les entreprises, avec un taux facial d'impôt sur les sociétés de 22%. Ce sont surtout les autres taxes et charges pesant sur les entreprises qui font du Danemark un des 14 pays de l'AELE où les entreprises sont en situation de « fardeau fiscal » d'après PWC. Le rapport ne prend pas en compte le niveau relativement faible des cotisations sociales payées par les entreprises.

Groenland. Le gouvernement du Groenland invite les entreprises à répondre à des appels d'offres en vue de l'exploitation commerciale de l'eau et de la glace dans l'ouest du pays, où une grande quantité d'eau pure est facilement accessible. Il s'appuie pour ce faire sur les analyses du Centre national d'études géologiques du Danemark et du Groenland (GEUS), évaluant la quantité et la qualité des ressources en eau. La procédure d'appel d'offres a été lancée le 7 janvier dernier et se clôturera le 1^{er} août 2019. Plusieurs documents sont nécessaires à l'obtention d'une licence d'exploitation : la lettre d'invitation du gouvernement du Groenland, le formulaire de candidature, ainsi que divers documents attestant de l'approbation et du suivi du plan d'exploitation. Ces fichiers se trouvent en ligne sur le site du gouvernement du Groenland (<https://www.businessingreenland.gl/en/Udbud/Aktuelle-udbud>).



Finlande

R&D. Traditionnellement, les dépenses de R&D en Finlande figuraient parmi les plus élevées au sein de l'OCDE (2,9% du PIB finlandais en 2015, dont 1% de dépenses publiques). Le modèle finlandais se caractérisait en outre par une coopération traditionnelle très importante entre secteur public et privé. Compte tenu des efforts de réduction du déficit budgétaire et à la suite de plusieurs critiques, le ministère des Affaires économiques a commandé un rapport pour analyser les conséquences des baisses du financement des activités publiques de R&D. Les dépenses sont passées d'une moyenne annuelle de 7 Mds€ sur la période 2008-2012 à 6 Mds€ sur 2013- 2017. Or il ressort de ce rapport que le ratio 1/3 dépenses publiques 2/3 dépenses privées serait resté stable, ce qui signifie que la baisse des dépenses a aussi concerné le secteur privé. L'auteur exprime aussi son inquiétude face à une délocalisation croissante à l'étranger de ces activités privées de R&D (de 17 à 28% sur les 4 dernières années selon lui). Ce rapport universitaire relance le débat national sur les priorités de politique industrielle et de recherche, à la veille des élections législatives d'avril.

Chine. Accompagné d'une importante délégation de PME, le Président de la République finlandaise, Sauli Niinistö, a rencontré son homologue chinois Xi Jinping pendant une visite officielle de deux jours en Chine les 14 et 15 janvier 2019. La Chine était en 2017 le 4^{ème} fournisseur et le 5^{ème} client de la Finlande. Au-delà d'un tour d'horizon sur des dossiers internationaux, la Finlande attendait de ce déplacement la signature de grands contrats dans la perspective de la tenue des Jeux Olympiques d'hiver de 2022 à Pékin. Un programme de coopération a été signé entre les deux pays pour les années 2019-2023 concernant l'économie, le développement durable et le tourisme. Quatre projets pilotes ont aussi été retenus en matière d'énergie propre, de solutions de chauffage et de climatisation à distance, de production énergétique flexible et intelligente ainsi que dans le secteur des EnR. Des coopérations devraient également être lancées pour la construction d'espaces sportifs et la fourniture de services d'entraînement pour les athlètes.

Démographie. Selon l'Institut de recherche sur l'économie finlandaise (*Etlä*), le vieillissement de la population finlandaise menace à terme la croissance économique et la soutenabilité des finances publiques. La population actuelle de 5,5 millions d'habitants devrait augmenter, sous l'effet de l'immigration, à 5,62 millions d'habitants en 2035, puis décliner à l'horizon 2050. A taux de fécondité constant, la population âgée de moins de 15 ans, actuellement légèrement inférieure à 907 000 personnes, devrait tomber à environ 760 000 personnes d'ici 2030, puis à moins de 700 000 personnes dans les années 2050. Les effectifs de population en âge de travailler (actuellement environ 3,4 millions) devraient connaître une diminution de l'ordre de 57 000 personnes d'ici 2030, puis de 200 000 à l'horizon 2050. Bien que l'immigration soit en constante augmentation depuis 20 ans, le solde migratoire net en Finlande a oscillé entre 2013 et 2017 entre 18 000 et 14 000. Pour information en 2017, 12 219 personnes principalement originaires de Russie, de Somalie et d'Irak, avaient obtenu la nationalité finlandaise.

Islande

Couronne islandaise. Selon Lánndsbankinn (l'une des trois plus grandes banques du pays), la valeur de la couronne islandaise a baissé de 6,4% sur l'ensemble de l'année 2018. Il s'agit de la deuxième année consécutive de dépréciation pour la monnaie. Avant 2017, la couronne islandaise avait connu quatre années d'appréciation constante.

WOW air. Le PDG et fondateur de la compagnie aérienne WOW Air, Skúli Mogensen, prévoit une baisse de 40% de la fréquentation des vols pour l'année 2019, ce qui correspond au transport de 2 millions de passagers contre 3,5 millions en 2018 (meilleur résultat depuis la création de la compagnie en 2011). Selon lui, cette baisse anticipée s'explique par la stratégie de restructuration économique de WOW air qui vient de vendre 6 avions et d'annoncer la fermeture de plusieurs lignes à destination des Etats-Unis. En parallèle, les négociations avec le fonds privé d'investissements américain Indigo partners se poursuivent.

Norvège

Hydrocarbures. Selon les prévisions présentées le 10 janvier par la Direction du Pétrole (*Oljedirektoratet*), la production de gaz et de pétrole connaîtra une légère baisse en 2019, avant de repartir à la hausse de 2020 à 2023. Grâce notamment à la production de la plateforme Johan Sverdrup (Mer du Nord), 2023 pourrait devenir une année record, avec une production dépassant le niveau de 2004. En outre, la Direction du Pétrole a prévu une croissance des investissements, de 125 Mds de NOK (12,8 Mds €) en 2018 à 140 Mds de NOK (14,3 Mds €) en 2019. Par ailleurs, les acteurs norvégiens du pétrole feront de la prospection sur 40 sites en Mer du Nord en 2019, selon les estimations du cabinet de consultants Wood Mackenzie, soit 26 sites de plus qu'en 2018. Le 15 janvier 2019, le ministère du Pétrole et de l'Energie a dévoilé les nouvelles licences d'exploration qui ont été attribuées : ayant obtenu 29 nouvelles licences, Equinor enregistra un pic d'activité. Enfin, Equinor, en coopération avec Shell et Total, a reçu en janvier 2019 le tout premier permis d'exploitation pour un projet de stockage des émissions de CO₂ (une des briques du projets CCS) sur le plateau continental norvégien, en Mer du Nord.

Inflation. L'inflation en Norvège s'est élevée à 2,7% en 2018, en nette accélération par rapport aux 1,8% de 2017. D'après l'Institut Norvégien de Statistiques (SSB), l'accélération est en grande partie due aux prix de l'électricité qui n'ont jamais autant augmenté depuis 2006, avec un bond de 25,6% sur un an. L'inflation sous-jacente (hors énergie et



La quinzaine nordique – 18 janvier 2019 © DG Trésor

variations fiscales, indice de référence pour la politique monétaire) a atteint 2,1% en décembre 2018 en glissement annuel (-0,1 point par rapport à novembre) et 1,6% pour l'année en moyenne (+0,2 point par rapport à 2017). Les chiffres de décembre dépassent légèrement les attentes de la Banque centrale qui a un taux cible d'inflation sous-jacente de 2%. En septembre 2018, la Banque centrale avait relevé son taux directeur à 0,75%, alors qu'il était à 0,50% depuis 2016, et elle devrait procéder à une nouvelle hausse en mars 2019.

Bourse d'Oslo. Euronext, le groupe qui possède les bourses d'Amsterdam, Bruxelles, Lisbonne, Paris et Dublin, a fait part en décembre 2018 de son souhait d'acheter la Bourse d'Oslo (*Oslo Børs*). Pour souligner son intérêt, Euronext avait acquis 50,6% des parts de la Bourse d'Oslo suite à cette annonce. Le 14 janvier 2019, Euronext a publié son offre publique d'achat de la Bourse d'Oslo, pour un montant total de 6,24 Mds NOK (625 M€), soit 145 NOK (14,9 €) par action. Bien que l'offre ne soit valable que jusqu'au 11 février, la Bourse d'Oslo encourage ses actionnaires à attendre que le conseil exécutif d'*Oslo Børs* formule ses recommandations.

Saint-Gobain. Le fabricant de matériaux de construction Saint-Gobain a cédé ses activités de transformation et de distribution de verre en Suède et Norvège au fonds d'investissement suédois Mimir Invest AB. La cession de ces activités verrières régionales, regroupées sous la marque Glassolutions, qui emploient 170 personnes pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 35 M€, est effective au 11 janvier 2019. Les activités cédées continueront à opérer sous la marque Glassolutions, en application d'un accord de franchise. Saint-Gobain souhaite rester présent dans la région en tant que fournisseur de verre plat, de vitrage isolant et de verre haute performance. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de restructuration annoncé en 2018, dont l'objectif est de céder des activités représentant un chiffre d'affaires d'au moins 3 Mds€ avant fin 2019.

Inde. Accompagnée de la deuxième plus grande délégation de l'histoire norvégienne (après celle de la visite d'Etat en Chine en octobre 2018), la Première ministre norvégienne, Erna Solberg, s'est rendue en Inde les 7 et 8 janvier, pour des rencontres politiques et économiques. C'était la première fois depuis dix ans qu'un Premier ministre norvégien se rendait en Inde, ce déplacement faisant suite à la présentation en décembre 2018 de la nouvelle stratégie Norvège-Inde 2030 qui est notamment axée sur l'industrie maritime, la transition énergétique ou encore, les enjeux climatiques. Erna Solberg s'est entretenue avec son homologue, Narendra Modi, et le Président Ram Nath Kovind. 15 contrats ont été signés par des entreprises norvégiennes et des partenaires indiens et les deux pays ont en outre signé un accord sur la mise en place d'un forum de dialogue annuel pour promouvoir le commerce et les investissements. Parallèlement, la Norvège continue de participer aux négociations, entamées en 2008 et conduites par l'AELE, pour la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Inde.

Suède

Politique. Après 4 mois de tractations, le premier ministre sortant Stefan Löfven (social-démocrate) est reconduit au poste de premier ministre à la suite au vote du parlement du 18 janvier. Comme lors de la précédente législature, il devrait prendre la tête d'un gouvernement composé des sociaux-démocrates et des verts. La situation de blocage politique a été résolue grâce à un accord quadripartite entre ces deux partis et les centristes et les libéraux. L'accord comprend 73 mesures d'orientation libérale dont un certain nombre feront l'objet de commissions parlementaires et enquêtes. Certains points sont considérés comme politiquement sensibles, comme l'assouplissement du droit du travail et la libéralisation des modalités de fixation des loyers dans le parc de logements neufs.

Taux de chômage. Selon les chiffres de décembre de l'agence du travail (*Arbetsförmedlingen*), le taux de chômage continue de baisser et s'établit à 7% contre 7,5% un an plus tôt. Il s'agit du plus bas niveau depuis 2008, ce qui confirme la bonne santé du marché du travail au cours de l'année 2018. Le taux de chômage le plus faible est celui des personnes nées en Suède (3,7% contre 4% en décembre 2017). On note également une baisse importante du taux de chômage des jeunes qui s'élève aujourd'hui à 8,7% contre 10,1% en 2017. Selon les prévisions, la demande en main d'œuvre devrait continuer à augmenter au cours des années 2019 et 2020.

Dettes de l'Etat. Selon l'Agence suédoise de la dette (*Riksgälden*), la dette de l'Etat central a atteint 1 262 Mds SEK fin décembre 2018 (contre 1 328 Mds fin décembre 2017), ce qui correspond à 26,5% du PIB (29% en 2017).

Taux de change. L'année 2018 est marquée par une nouvelle dépréciation et par une forte fluctuation de la couronne par rapport à l'euro, oscillant entre 9,76 et 10,70 SEK/€. Le taux de change annuel moyen, déterminé par la Banque de Suède, a été de 10,26 SEK/€, contre 9,63 SEK/€ en 2017, ce qui est le niveau le plus faible depuis la crise internationale de 2009 (10,64 SEK/€).

Chine. Les investisseurs chinois intensifient leurs présences en Suède et représenteraient désormais 60 000 emplois directs et indirects. Plus de 10 Mds\$ auraient été investis depuis 2010 et le rachat de Volvo Cars par Geely Holding, qui détient aussi 7,9% du capital de Volvo AB (poids-lourds). 2019 confirme cette tendance avec un investissement de 50 M€ par le chinois Tencent dans le studio suédois Fatshark qui développe des jeux vidéo.

Agriculture. On observe un fort impact négatif de la sécheresse estivale sur l'économie agricole en 2018. La valeur de la production agricole suédoise a baissé de 7% en 2018 (pertes de 450 M€). Le coût des intrants agricoles (fourrages, carburants) a augmenté de 5% (coût de 230 M€) en raison de la sécheresse estivale (importation d'aliments fourragers)



et de la dépréciation de la couronne suédoise. En conséquence, le revenu agricole suédois 2018 est le plus faible enregistré depuis plus de 30 ans. La récolte céréalière a chuté de 46% en 2018 (3,2 millions de tonnes). Pour les oléagineux, la baisse a été de 43 %. La hausse des prix des céréales et des oléagineux a partiellement réduit l'impact économique négatif de la contraction des volumes pour les exploitants agricoles. Le surcoût du fourrage lié à la sécheresse s'est, par ailleurs, traduit en une hausse du nombre d'animaux abattus et une baisse du prix de la viande. Les subventions totales versées aux agriculteurs suédois ont, par ailleurs, augmenté de 10% entre 2017 et 2018 en raison de la dépréciation de la couronne face à l'euro et des aides de crise liées à la sécheresse.

Voyages aériens. Selon les dernières statistiques de Swedavia, l'augmentation des voyages aériens depuis la Suède a fortement ralenti en 2018 avec une baisse de 3% pour les vols domestiques et une hausse de 2% seulement pour les vols vers l'étranger. Les voyages aériens avaient, au cours des années précédentes, connu une augmentation constante allant de 4 à 6% par an. La stagnation du nombre de vols pourrait en partie être due à la mise en place de la taxe sur l'aviation depuis le 1^{er} juillet 2018. En parallèle, SJ, l'opérateur historique des voyages ferroviaires, a enregistré une hausse de 5% des réservations par rapport à l'année 2017.

Volvo AB. Le constructeur de poids lourds a annoncé mettre en réserve 7 Mds SEK (700 M€) pour changer le composant défectueux à l'origine d'un vieillissement trop rapide des pots d'échappement (révélé en octobre dernier). Selon les experts, les effets du problème de pot d'échappement devraient toutefois peser sur les résultats du groupe au cours de l'année 2019.

BNPP. Le groupe BNP Paribas a lancé le 11 janvier ses deux premiers produits structurés verts sur le segment récemment créé pour ce type de produits par la bourse nordique, Nasdaq OMX. Ces produits seront distribués sur le marché suédois du retail en collaboration avec Strukturinvest.

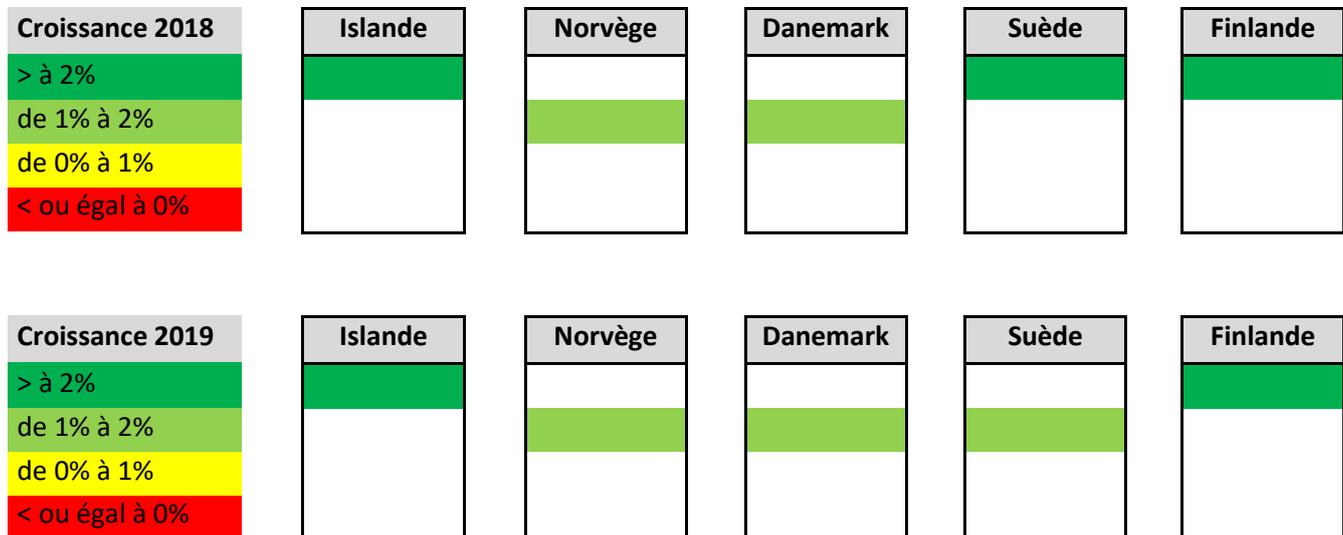
AXA. La fintech suédoise Dreams qui propose des services d'épargne innovant à 300 000 Suédois et Norvégiens entame une collaboration stratégique avec AXA Investment Managers (AXA IM), filiale d'AXA, qui devient son fournisseur exclusif pour lui permettre de développer sa gamme de services et les proposer à une nouvelle clientèle notamment en France, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas. Ce partenariat implique aussi qu'AXA IM prend 10% du capital de Dreams.

Alten. Alten SA, spécialiste français d'ingénierie et de conseil en technologies (28 000 employés dans le monde) intensifie sa présence à Stockholm suite au rachat du consultant local Beamon People AB, qui compte près de 100 salariés dans la capitale. La filiale suédoise Alten Sverige AB, créée en 2008 avec son siège régional à Göteborg, comptait avant cette acquisition déjà plus de 1 300 employés en Suède pour un chiffre d'affaires de 1,2 Md SEK. Alten Suède est spécialisé dans le conseil au secteur automobile, de l'énergie et de l'industrie manufacturière.



La quinzaine nordique – 18 janvier 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,5	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,8	2,2	2,3	1,9	4,4	2,7
Institut stat./conj****.	2,3	2,0	2,8	2,4	1,8	2,1	2,2	1,3	3,8	2,5
Commission*	1,2	1,8	2,9	2,2	1,7	1,9	2,4	1,8	3,4	3,1
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	1,5	2,5	2,7	2,2	1,4	2,4	2,2	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,6	2,0	2,7	2,0	2,4	2,5	2,0	1,6	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis

Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

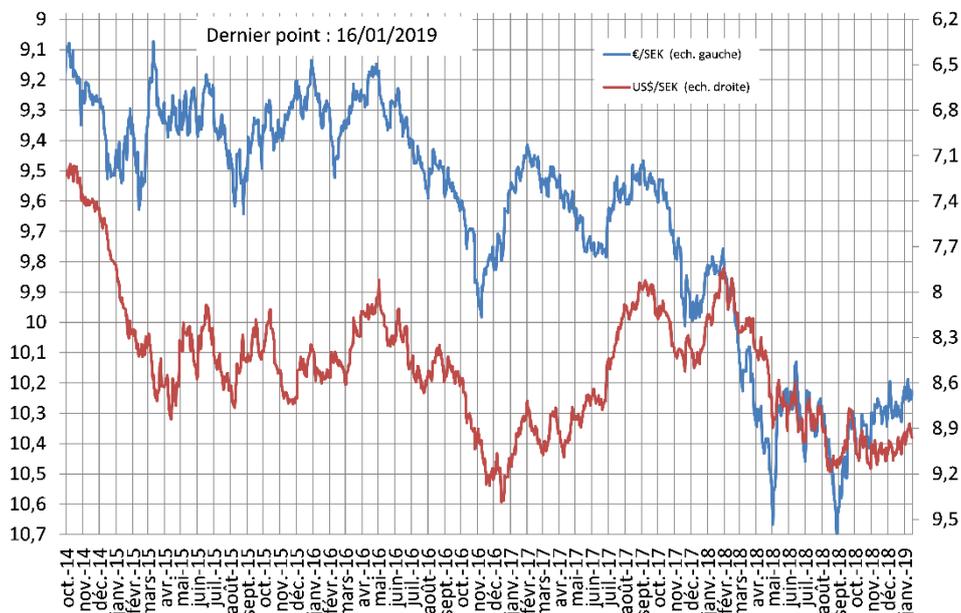
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

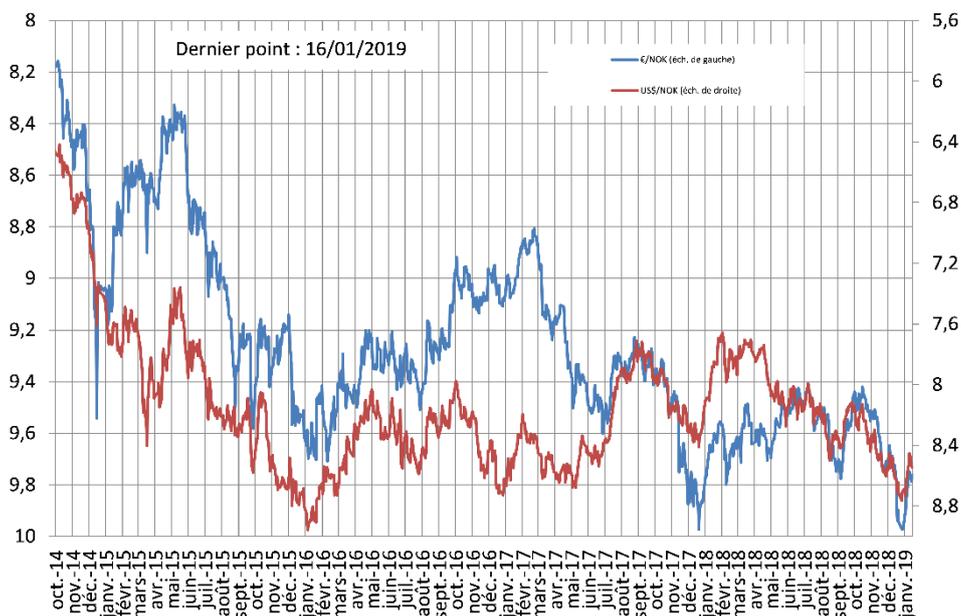


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, I. Ezzeddine), Oslo (E. Gabla, S. Morvan, J. Castay), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).